

Cote du document: EB 2014/LOT/P.1
Date: 31 janvier 2014
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République orientale de l'Uruguay pour le

Projet pilote d'intégration rurale (PIR)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

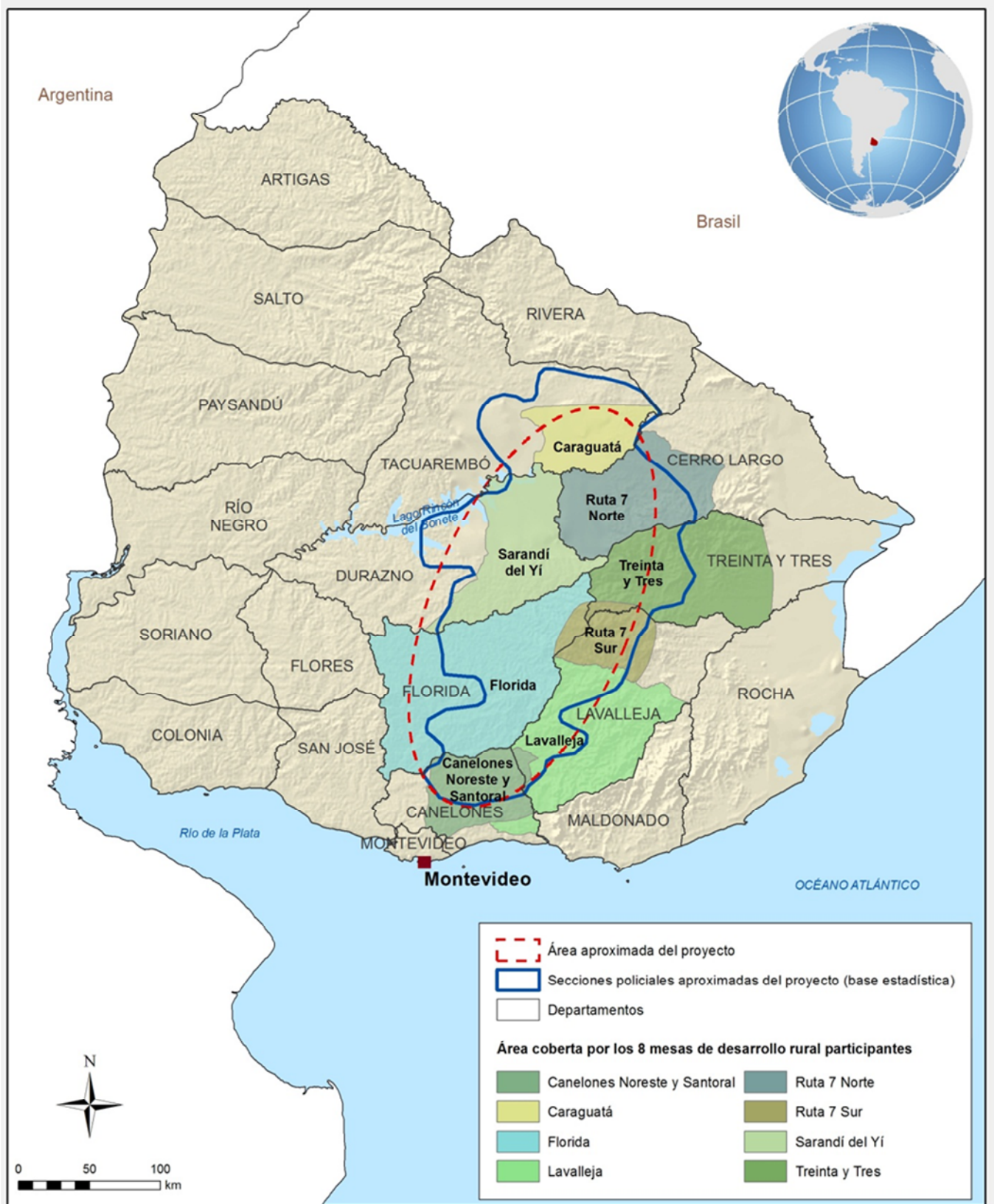
Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	2
A. Approche	2
B. Cadre organisationnel	2
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	3
F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA	3
IV. Coût, financement et avantages du projet	4
A. Coût du projet	4
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	4
E. Identification et atténuation des risques	5
V. Considérations d'ordre institutionnel	5
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	5
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	5
D. Participation à l'élaboration des politiques	6
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	6
VII. Recommandation	6
 Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	7
 Appendice	
Marco lógico (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

PPIR	Projet pilote d'intégration rurale
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République orientale de l'Uruguay

Projet pilote d'intégration rurale (PPIR)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République orientale de l'Uruguay
Organisme d'exécution:	Direction du développement rural, Ministère de l'élevage, de l'agriculture et des pêches
Coût total du projet:	5,84 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	2,61 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	15 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	1,0 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,84 million d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République orientale de l'Uruguay pour le Projet pilote d'intégration rurale, telle qu'elle figure au paragraphe 28.

Proposition de prêt à la République orientale de l'Uruguay pour le Projet pilote d'intégration rurale (PPIR)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Depuis 2005, l'économie uruguayenne croît à un taux de 5% par an, principalement grâce aux exportations de produits agricoles – bœuf, laine fine, riz, céréales, produits laitiers et miel. Même si, en 2012, la pauvreté a reculé de 12,4% à l'échelle nationale, nombreux sont ceux, en milieu rural, dont les conditions de vie sont caractérisées par la pauvreté, l'isolement et la vulnérabilité. Dans 47% des cas, la population rurale dispersée vit avec un ou plusieurs besoins fondamentaux non satisfaits. Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place un cadre politique et institutionnel solide, qui vise notamment la fourniture d'un appui aux familles d'agriculteurs et la création d'une Direction du développement rural au sein du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et des pêches ainsi que de "tables de développement rural" (*mesas de desarrollo rural*) destinées à garantir la participation au processus de développement.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le Gouvernement uruguayen a demandé qu'un projet d'un montant limité, compte tenu de la marge autorisée par le budget quinquennal, soit testé dans une zone géographique précise, pour une durée relativement brève, l'objectif étant de créer les conditions pour la mise en œuvre d'un projet d'ampleur nationale. Le PPIR, conçu sur la base des réalisations du Projet Uruguay rural, financé par le FIDA, et des tables de développement rural, vise à introduire de nouveaux outils susceptibles d'être transposés à l'échelle nationale. Le présent projet, qui sera exécuté dans trois zones agroécologiques différentes, s'inscrit donc dans le droit fil des stratégies nationales de développement rural et s'intègre parfaitement dans la structure institutionnelle publique en place.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

3. La zone couverte par le PPIR s'étend le long d'un axe sud/nord, qui va du nord-est de Canelones à Caraguatá, au sud-est de Tacuarembó (voir carte). Le groupe cible est constitué de ruraux pauvres dont au moins un des besoins fondamentaux n'est pas satisfait, plus particulièrement les petits producteurs et salariés ruraux ainsi que les producteurs familiaux. La priorité sera accordée à ceux qui bénéficient d'un appui social spécifique. Le projet accordera également la priorité aux femmes et aux jeunes en abaissant la contribution requise en termes d'investissements.

B. Objectif de développement du projet

4. Le but du PPIR est de fournir au Ministère de l'élevage, de l'agriculture et des pêches des éléments probants concernant les outils validés qui seront utilisés aux fins de la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre la pauvreté rurale. Son objectif de développement est de mettre à la disposition des populations rurales pauvres de nouveaux mécanismes validés en termes de participation et de services afin d'améliorer la qualité et leurs conditions de vie.

C. Composantes/résultats

5. Le projet proposé compte trois composantes, à savoir:
- a) **Renforcement du capital humain et social.** On s'attachera ici à renforcer les tables de développement rural de manière à ce qu'elles puissent orienter le développement local par le biais de la concertation, conformément au Plan de développement territorial, et avaliser les propositions de projet présentées par les membres des organisations rurales. Des projets sociaux seront également financés, essentiellement afin de répondre aux besoins des populations les plus défavorisées, de fournir une formation aux travailleurs ruraux et de renforcer les organisations rurales.
 - b) **Développement productif et intégration des producteurs familiaux dans les filières.** Par le biais de projets productifs, cette composante visera à fournir une assistance technique, à investir dans des actifs productifs et à mettre en place des systèmes viables de finance rurale. La priorité sera accordée aux projets favorisant l'intégration des producteurs familiaux dans les filières et les marchés, y compris les marchés publics, ainsi qu'à ceux favorisant les initiatives de production et la création de revenus. Dans le domaine de la finance rurale, le projet appuiera: la consolidation et l'institutionnalisation du Programme de microcrédit rural de la Direction du développement rural, y compris les fonds renouvelables gérés par les organisations rurales, principalement dans les zones privées de services de financement rural; la fourniture de nouveaux produits d'assurance agricole; et la réactivation d'un fonds de garantie afin de faciliter l'accès au financement en gros.
 - c) **Gestion du projet.** Dans le cadre de cette composante, la Direction du développement rural prendra en charge la planification, la gestion financière, le suivi-évaluation (S&E) et la gestion des savoirs, ainsi que le renforcement de la Direction elle-même. Cette composante couvrira également l'analyse de neuf expériences pilotes.

III. Exécution du projet

A. Approche

6. Le PPIR a été conçu comme une initiative pilote destinée à générer et valider des instruments et des outils susceptibles de concourir à la mise en œuvre de la stratégie du Gouvernement uruguayen pour éradiquer la pauvreté en milieu rural dans une zone géographique représentative. De plus, en définissant et en appliquant les instruments du projet et en mesurant ses résultats, ainsi qu'en apprenant par la pratique, on s'efforcera de déterminer les possibilités de transposition et de reproduction à plus grande échelle des interventions pour évoluer vers un programme national de lutte contre la pauvreté rurale.

B. Cadre organisationnel

7. La Direction du développement rural, sous l'égide du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et des pêches, sera responsable de l'exécution du projet; pour ce faire, elle affectera, à chaque aspect lié à la mise en œuvre, des fonctionnaires responsables des domaines concernés. Même si la Direction du développement rural possède, en termes d'exécution directe, des capacités quasi suffisantes, on

s'attachera tout de même à les renforcer afin qu'elle soit en mesure d'assurer le suivi nécessaire et d'en tirer les enseignements. La Direction du développement rural mettra en œuvre les activités du projet sur le terrain, par l'intermédiaire des tables de développement rural qui seront renforcées dans le cadre du projet et joueront le rôle d'organes consultatifs participatifs pour avaliser les nouveaux projets et contrôler leur performance. Au niveau des bénéficiaires, les organisations rurales seront les principaux agents d'exécution.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

8. Les systèmes de planification, de S&E, d'apprentissage et de gestion des savoirs seront orientés vers l'obtention de résultats et d'un impact ainsi que la mise à profit des enseignements tirés de l'expérience des parties prenantes. La Direction du développement rural utilisera ses propres systèmes d'information et de S&E, outre la matrice de suivi des principales innovations. La diffusion des savoirs générés par le projet constituera une tâche spécifique.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

9. Il appartiendra à la Division financière et comptable de la Direction du développement rural de s'acquitter des fonctions relatives aux questions de finances, de comptabilité et de passation des marchés, dans la mesure où cette division possède l'expérience nécessaire et dispose des systèmes de comptabilité et d'achats pour l'administration des projets. Le système comptable sera adapté aux besoins du PPIR.
10. **Flux de fonds.** Le flux de fonds nécessitera l'ouverture, par l'intermédiaire du Ministère de l'économie et des finances, d'un compte en dollars des États-Unis auprès de la Banque centrale, sur lequel seront déposés les fonds du prêt. L'organisme responsable du projet pourra, si les parties l'estiment nécessaire, ouvrir des comptes de projet auprès de la Banque de la République orientale de l'Uruguay, ou de toute autre banque agréée par l'emprunteur et le FIDA.
11. **États financiers et audit.** L'emprunteur présentera au FIDA, dans les quatre mois suivant la clôture de chaque exercice, des états financiers consolidés. Par ailleurs, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, l'emprunteur devra remettre au FIDA une copie certifiée conforme du rapport d'audit. Outre les audits externes, un audit opérationnel portant sur un échantillon d'organisations rurales sera effectué une fois par an.
12. **Passation des marchés.** L'achat des biens et les marchés de travaux et services seront effectués sur la base des normes nationales et conformément aux directives du FIDA en la matière.

E. Supervision

13. Le FIDA sera responsable de la supervision du projet. Les tâches initiales de supervision comprendront l'appui au démarrage rapide du PPIR et la mise en place des systèmes de gestion financière et de planification, de S&E et de gestion des savoirs.

F. Dérogation aux conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

14. Concernant le financement rétroactif, les dépenses imputables au système de comptabilité et de gestion, au recrutement du personnel et à la réalisation de l'étude de référence pour les activités démarrant le 3 décembre 2013, seront considérées admissibles jusqu'à un montant maximum de 200 000 USD. À des fins de comptabilisation, l'emprunteur devra financer les dépenses puis les présenter au

FIDA pour remboursement une fois que l'accord de financement sera entré en vigueur et que les conditions de décaissement seront réunies.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

15. Le coût du PPIR, sur une période d'exécution de quatre ans, s'élève à 5,8 millions d'USD, répartis comme suit: 1,3 million d'USD pour la composante renforcement du capital humain et social; 3,6 millions d'USD pour la composante développement productif et intégration des producteurs familiaux dans les filières; et 0,9 million d'USD pour la composante gestion du projet. Les coûts comprennent une provision pour imprévus de 1% pour indexation des prix de l'assistance technique et de la formation, des dépenses de fonctionnement et des dépenses relatives à la passation des marchés, ainsi qu'une provision de 1% pour imprévus matériels concernant l'assistance technique en faveur des projets sociaux et productifs.

B. Financement du projet

16. Le FIDA financera 69% du coût total du projet grâce à un prêt d'environ 4,0 millions d'USD. La contribution du Gouvernement uruguayen s'élèvera à 1,0 million d'USD et celle des bénéficiaires à 0,84 million d'USD. On trouvera au tableau 1 ci-dessous le plan de financement par composante.

Tableau 1

Plan de financement par composante
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement du capital humain et social	259,7	19	1 044,0	77	46,2	3	1 350,0	23
2. Développement productif et intégration des producteurs familiaux dans les filières	559,5	16	2 213,7	62	798,7	22	3 571,9	61
3. Gestion du projet	179,5	20	742,6	81	-	-	922,1	16
Coût total du projet	998,7	17	4 000,3	69	845,0	15	5 843,9	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

17. Le projet permettra d'accroître les revenus d'environ 2 000 familles, en particulier au sein des filières de produits agricoles et de groupe. De plus, il générera des avoirs sociaux sous la forme d'un renforcement des organisations rurales, de l'amélioration de la fourniture de services sociaux à quelque 500 familles et d'une plus grande participation des travailleurs ruraux bénéficiaires aux instances interinstitutionnelles d'échange.
18. Le PPIR est financièrement et économiquement viable; tous les modèles productifs le prouvent. Globalement, le taux de rentabilité économique interne est de 21,0%.

D. Durabilité

19. Le projet est durable: i) d'un point de vue institutionnel, dans la mesure où il intervient dans une structure institutionnelle publique existante et consolidée et concourt au renforcement des institutions des bénéficiaires; ii) sous l'angle de la reproduction à plus grande échelle, en tant que projet pilote; iii) au plan productif, car il favorise l'intégration des petits agriculteurs dans les filières; iv) socialement, car il facilite l'accès aux biens et services publics; v) financièrement, car il met en place des services de finance rurale durables; et vi) sur le plan de l'environnement, car il met en œuvre des normes et des recommandations environnementales orientées vers l'utilisation rationnelle et la préservation des ressources naturelles. Le recours à des institutions gouvernementales existantes pour mettre le projet à exécution est une garantie de consolidation dudit projet et de développement de capacités permanentes.

E. Identification et atténuation des risques

20. Les risques susceptibles de compromettre la réalisation des objectifs fixés sont limités, tant en nombre qu'en incidence négative potentielle. Les principaux risques sont les suivants: i) la lenteur éventuelle des tables de développement rural à assumer un rôle effectif en termes de ciblage et de planification, risque qui sera atténué moyennant le recrutement précoce d'équipes d'appui technique et la fourniture d'une formation; ii) le défaut de participation du secteur privé aux filières, risque qui sera atténué moyennant l'obtention de lettres d'intention de la part des partenaires commerciaux potentiels; iii) le risque de marché pour les produits destinés à être intégrés dans les filières, risque que l'on affrontera moyennant l'analyse des projets productifs, en particulier pour ce qui concerne les marchés et les liens avec le secteur privé; et iv) l'insuffisance des capacités et du temps nécessaires pour collecter les expériences et les systématiser, risque qui sera atténué moyennant le renforcement du S&E auprès de la Direction du développement rural et la formation des tables de développement rural en matière de suivi.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

21. Le projet est conforme aux cinq objectifs prioritaires du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 ainsi qu'à la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (2012) et à la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA (2011). Il est en harmonie avec la Politique de finance rurale dans la mesure où il introduit la prise en charge des risques de crédit par les opérateurs financiers. Par ailleurs, il s'inscrit dans le droit fil de la stratégie d'engagement dans les pays à revenu intermédiaire, qui préconise la fourniture de services différenciés fondés sur les savoirs.

B. Alignement et harmonisation

22. Afin d'intégrer pleinement les petits agriculteurs dans la croissance économique et sociale du pays, le gouvernement favorise des politiques visant à promouvoir l'agriculture familiale. À cette fin, il a mis en place la Direction du développement rural et les tables de développement rural. Les objectifs du projet sont étroitement alignés sur ces politiques, de même que l'exécution du projet par le biais de ces institutions.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

23. Le PPIR se propose d'examiner dans le détail les expériences et de tester les outils et les méthodologies en vue de leur transposition à l'échelle nationale. Plus précisément, neuf innovations seront testées et validées dans les domaines suivants: i) renforcement des tables de développement rural afin qu'elles utilisent des méthodologies susceptibles de favoriser une participation effective; ii) gestion des demandes avancées par les organisations rurales; iii) accès des travailleurs ruraux aux services publics par le biais des tables de développement rural; iv) amélioration de la compétitivité des produits issus de l'agriculture familiale et intégration de ces mêmes produits dans les filières; v) intégration des produits familiaux dans les marchés publics promus par le Gouvernement uruguayen; vi) promotion du microcrédit rural, de sorte qu'au moins une institution de microfinancement emprunte des ressources pour le projet; vii) création de nouveaux produits opérationnels de finance rurale; viii) gestion durable des fonds renouvelables par les organisations rurales; et ix) mise en place d'un système pilote d'assurance agricole en faveur des producteurs travaillant sur les pâturages naturels.

D. Participation à l'élaboration des politiques

24. La nature expérimentale du projet et l'intention du gouvernement de transposer et de reproduire à plus grande échelle les activités dans le cadre d'un programme national de lutte contre la pauvreté rurale ouvriront des perspectives de concertation élargie sur les politiques, avec la participation des tables de développement rural. Le FIDA prendra lui aussi part à ce processus de concertation dans le cadre de son travail de supervision du projet.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

25. Un accord de financement entre la République orientale de l'Uruguay et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
26. La République orientale de l'Uruguay est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
27. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

28. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République orientale de l'Uruguay un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à deux millions six cent dix mille droits de tirage spéciaux (2 610 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Piloto de Inclusión Rural (PPIR)"

(Negociaciones concluidas el 3 de diciembre de 2013)

Número del Préstamo: _____

Proyecto Piloto de Inclusión Rural (PPIR) (el "Proyecto")

La República Oriental del Uruguay (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: i) el presente documento; ii) la Descripción y las Disposiciones de Ejecución del Proyecto (Anexo 1), y iii) el Cuadro de Asignaciones (Anexo 2).
2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del préstamo es de dos millones seiscientos diez mil Derechos Especiales de Giro (DEG 2 610 000).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias. El Préstamo estará sujeto al pago de intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso a un tipo de interés equivalente al Tipo de Interés de Referencia del FIDA pagadero semestralmente en la Moneda de Pago del Servicio del Préstamo, y tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años incluido un período de gracia de tres (3) a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos.

3. La Moneda de Pago del Servicio de la Financiación será el dólar de los Estados Unidos de América (USD).
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1º de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre.
6. El Prestatario, a través del Ministerio de Economía y Finanzas, abrirá una cuenta designada para recibir fondos por adelantado (Cuenta Designada) en el Banco Central del Uruguay. El Organismo Responsable del Proyecto podrá abrir, si las Partes lo consideran necesario, Cuentas del Proyecto en el Banco de la República Oriental del Uruguay o un banco acordado de común acuerdo entre las Partes.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto aproximado de USD 1 000 000 (un millón de dólares de los Estados Unidos de América).

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca (el MGAP), a través de la Dirección General de Desarrollo Rural (DGDR).
2. Se designan Partes adicionales del Proyecto a las Organizaciones Rurales (OR) y a las Mesas de Desarrollo Rural (MDR).
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el cuarto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

La Financiación será administrada y el Proyecto será supervisado por el Fondo.

Sección E

1. A) Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:
 - i) Que la selección del Director y del Responsable Financiero del Proyecto haya sido finalizada con la no objeción del Fondo;
 - ii) Que se haya abierto la Cuenta Designada del Proyecto; y
 - iii) Que el Fondo haya recibido un borrador del Manual de Operaciones del Proyecto (MOP) en forma completa y aceptable para el Fondo.

2. El Prestatario designa al Ministerio de Economía y Finanzas como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales. Asimismo, el Prestatario designa al MGAP como su representante responsable de la ejecución de actividades relacionadas con el Proyecto, incluyendo las adquisiciones y contrataciones y la preparación y presentación de informes.

Sobre la base de lo arriba mencionado, se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministerio de Economía y Finanzas
Colonia 1089 –Piso 3
Montevideo
República Oriental del Uruguay

Dirección de correo electrónico:
organismos.multilaterales@mef.gub.uy

Con copia a:

Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Constituyente 1476
Montevideo
República Oriental del Uruguay

Dirección de correo electrónico:
secretariadgdr@mgap.gub.uy

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Dirección de correo electrónico:
ifad@ifad.org

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en seis (6) copias originales, tres (3) para el Fondo y tres (3) para el Prestatario.

REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY

Ministro de Economía y Finanzas

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL PARA EL
DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y Disposiciones de Ejecución

1. Descripción del Proyecto

1. **Meta.** La meta del Proyecto consiste en que los pobres rurales del área del Proyecto cuenten con nuevos mecanismos de participación y de servicios validados que mejoren sus condiciones y calidad de vida.
2. **Área del Proyecto.** El área del Proyecto se extiende en una orientación Sur/Norte, con un eje central en la Ruta Nacional No. 7. Comienza en el sur, sobre Ruta 11, hasta Caraguatá en el Noreste de Tacuarembó y Fraile Muerto en Cerro Largo (Área del Proyecto).
3. **Grupo objetivo.** En el Área del Proyecto el grupo objetivo estará conformado por aproximadamente 5.375 hogares pobres definidos por al menos una Necesidad Básica Insatisfecha, y/o por ser productores familiares, priorizando aquellos que reciben el subsidio del Banco de Previsión Social.
4. **Componentes.** El Proyecto consta de tres componentes: a) Fortalecimiento del capital humano y social; b) Desarrollo productivo e inserción de Productores Familiares (PF) en cadenas de valor; y c) Gestión del Proyecto.
 - a) Con las actividades previstas por el componente *Fortalecimiento del capital humano y social* se espera lograr: i) el fortalecimiento de las MDR y preparación de Planes de Desarrollo Territoriales; ii) el fortalecimiento de las OR con capacitación y asistencia técnica; iii) la capitalización de los OR a través de inversiones sociales que permitan el acceso a bienes y servicios públicos para la población más pobre; y iv) la inclusión de los Trabajadores Rurales (TR) en las MDR y el acceso a los servicios y recursos ofrecidos por el Proyecto y el Gobierno.
 - b) Con las actividades previstas por el componente *Desarrollo productivo e inserción de PF en cadenas de valor* se espera lograr que: i) las OR y sus miembros se inserten en cadenas de valor de manera sustentable y equitativa; ii) las OR y sus miembros estén capacitados en temas de negociación, acceso a mercados, incluidas las compras públicas; e iii) los miembros de las OR accedan a nuevos instrumentos de financiamiento, de una manera sustentable. El componente prevé asimismo: iv) fortalecer la operatoria sustentable de los Fondos Rotatorios ejecutados por las OR, para un apoyo de asistencia técnica por la Corporación Nacional para el Desarrollo (CND), para financiar capital de trabajo e inversiones individuales o inversiones grupales productivas (recursos reembolsables); v) canalizar recursos para inversiones estratégicas en bienes comunes e individuales, y micro inversiones para mujeres, jóvenes y población vulnerable (recursos no reembolsables); e vi) fortalecer y ampliar las actividades de microcrédito buscando la sostenibilidad por medio de acceso a fondeo del sistema financiero con responsabilidad financiera de la operadora, por medio de la cobertura de parte de los costos para activar el Programa de Microcrédito en áreas rurales y nuevos productos financieros (seguros agropecuario y microseguro de cartera). Adicionalmente, se buscará la reactivación del Fondo de Garantía.

2. Disposiciones de Ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

a) *Designación.* El Organismo Responsable del Proyecto será el MGAP, que implementará el Proyecto por medio de la DGDR del MGAP o de otra Dirección del MGAP por éste indicada, previo acuerdo con el FIDA. La DGDR asignará responsables en sus diferentes áreas para cada uno de los aspectos de la implementación del Proyecto.

b) *Personal.* El personal clave del Proyecto incluirá al funcionario que ejercite el cargo de Director General de la DGDR (que asumirá la responsabilidad de Director del Proyecto) y a los funcionarios encargados de las divisiones de la DGDR: i) Financiero Contable, ii) Información, Seguimiento y Evaluación, iii) Financiamiento Rural; iv) Comercio y Cadenas Agropecuarias; v) Fomento y Extensión Rural; y vi) Promoción y Gestión de Desarrollo Territorial. Estos funcionarios, limitadamente a la parte de sus tareas relacionadas con la implementación del Proyecto, deberán contar con la no objeción del FIDA.

La estructura operativa central del Proyecto contará con seis técnicos contratados por la DGDR que, orientativamente, sujeto a cambios acordados entre las Partes, se ocuparán de: i) seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento (SEyGC) para reforzar la División Información, Seguimiento y Evaluación de la DGDR; ii) contabilidad y administración para la División Financiero Contable de la DGDR que también tendrá responsabilidades de apoyo y asistencia en cuestiones de administración a las OR y beneficiarios en el terreno; iii) adquisiciones para capacitación en buenas prácticas y apoyo a las OR para la División Fomento y Extensión Rural de la DGDR; iv) finanzas rurales para reforzar la División Financiamiento Rural de la DGDR; v) focalización e inclusión con la responsabilidad de asegurar la inclusión de la población más vulnerable con especial atención a los TR, mujeres y jóvenes que se incorporará a la División de Fomento y Extensión Rural de la DGDR; y vi) negocios y cadenas de valor para el desarrollo de oportunidades y apoyo a los PF para su inserción en cadenas o en mercados dinámicos para reforzar la División de Comercio y Cadenas Agropecuarias de la DGDR. La selección de los seis técnicos se hará de manera competitiva y abierta.

Para las tareas de campo, el Proyecto prevé la contratación de manera competitiva y abierta de aproximadamente 9 técnicos: tres técnicos de Inclusión, tres técnicos Organizacionales y tres técnicos de Producción y comercialización. Estos técnicos conformarán los Equipos Territoriales de Desarrollo Rural (ETDR) que se integrarán al personal existente de la DGDR en los departamentos del Uruguay, trabajarán en forma de equipo y responderán jerárquicamente a la División de Promoción y Gestión del Desarrollo Territorial de la DGDR. Las funciones orientativas de los técnicos serán las siguientes:

- a) Los Técnicos de Inclusión se encargarán de: i) Actividades de sensibilización, inclusión y movilización en los territorios de cada MDR; ii) Identificación de las iniciativas y demandas; iii) Apoyo para el diseño de los proyectos productivos y sociales de las OR; y iv) Apoyo y seguimiento a la implementación de las acciones.
- b) Los Técnicos Organizacionales se encargarán de fortalecer y apoyar las MDR en sus nuevas tareas de planificación y de seguimiento de las actividades y evaluación de resultados y devolución a los participantes en las MDR, así como de fortalecer y capacitar las MDR en los temas metodológicos y operacionales. En particular, serán responsables de: i) programar el calendario de reuniones ordinarias de las MDR; ii) convocar a las reuniones; iii) preparar el orden del día; iv) distribuir con antelación la información disponible, necesaria y pertinente para el tratamiento de

los temas de la agenda; v) apoyar en manejo de los tiempos de la agenda; vi) apoyar a las MDR en la elaboración de actas; vii) articular con las MDR el seguimiento para la devolución de resultados a las OR; y viii) apoyar el seguimiento de los compromisos y tramites asumidos y gestionados por las MDR.

- c) Los Técnicos de Producción y Comercialización apoyarán las OR en la preparación y ejecución de los proyectos productivos y en la vinculación con los actores económicos de las cadenas.

El Proyecto incluye recursos de capacitación para ese personal. En los comités de selección para los nueve técnicos, participarán representantes de los beneficiarios.

c) *Funciones:* La DGDR llevará a cabo la gestión, administración y evaluación del Proyecto. Sus funciones incluirán: i) velar por que se cumplan las condiciones contractuales; ii) coordinar, implementar y dar seguimiento a las actividades; iii) planificar, elaborar, y organizar los planes operativos y las actividades del Proyecto, iv) adquisiciones y gestión financiera; y v) elaborar los informes y reportes requeridos. La responsabilidad de dichas funciones recaerá en el Director General de la DGDR.

2. *Las Mesas de Desarrollo Rural (MDR).* Las MDR, fortalecidas por el Proyecto, serán el instrumento a través del cual las OR podrán presentar sus iniciativas, demandas, propuestas y proyectos, y será a través de este mecanismo de participación democrática de la sociedad rural que se implementará el Proyecto. Las MDR serán responsables de la Planificación Estratégica del Desarrollo del Territorio local y de: i) la promoción para la identificación de las iniciativas y demandas; ii) el acompañamiento, con la DGDR, para el diseño de las propuestas de las OR; iii) la recepción y análisis de las propuestas de proyectos sociales y productivos de las OR para su validación y posterior canalización a la DGDR para su evaluación y posterior aprobación si corresponde; iv) los trámites y gestiones para el acceso a bienes y servicios públicos; v) la recepción y análisis de las presentaciones de avance de dichos proyectos por las OR para su validación y recomendación a la DGDR para aprobación, lo que alimentará también un sistema de seguimiento de resultados que será diseñado por el área de seguimiento y evaluación de la DGDR; y vi) el registro e intercambio de experiencias.

3. *Organizaciones rurales (OR).* Las OR son aquellas organizaciones de la sociedad civil rural, de primer o segundo grado, representativas de aquellos grupos o colectivos de productores familiares y asalariados rurales, que son destinatarios de las políticas públicas del gobierno del Uruguay para el desarrollo rural. Las OR son responsables en el marco de los acuerdos de cogestión firmados con la DGDR, con el apoyo de las MDR y de la DGDR, de la identificación y preparación de las propuestas de proyectos sociales y productivos, y, una vez aprobadas, son responsables de la implementación de las mismas. Para la ejecución, la DGDR suscribirá un contrato de implementación con las OR, con base en la propuesta aprobada. Por su parte las OR realizan contratos con proveedores de bienes, servicios y obras. El financiamiento de estos contratos se hace con base en un plan de inversiones. Las OR deben rendir los gastos realizados, a través de presentaciones a las MDR, a la DGDR. El MOP detallará los procedimientos de rendición de cuentas y el mecanismo de desembolso por tramos, de los montos aprobados. La OR es responsable de asegurar el aporte de los recursos de contrapartida (no necesariamente financieros) de la misma OR y de los participantes de la iniciativa.

4. *Etapas y modalidades de implementación.* La operatoria del Proyecto y de las MDR iniciará con una tarea de difusión y con la convocatoria de diversos referentes de organizaciones existentes de PF y/o pobladores rurales con diverso grado de desarrollo y formalidad, y a líderes locales, incluyendo los TR, en la zona del Área del Proyecto en la que se procura intervenir.

Una de las primeras actividades que desarrollará cada MDR participante es la formulación de un Plan de Desarrollo Territorial (PDT), que sirva para fijar áreas prioritarias dentro de la zona de actuación de la MDR, identificando actividades de intervención social y/o rubros de producción de mayor y menor significación para el desarrollo económico y social. Para eso las MDR serán capacitadas y contarán con el apoyo de los ETDR.

Mientras la formulación de los PDT se realiza, los ETDR que apoyan a las MDR, y las MDR mismas, avanzarán, aplicando metodologías participativas, en identificar posibles proyectos sociales y productivos, y también necesidades de capacitación a asalariados (agremiados o no) y otras propuestas elegibles por el Proyecto.

Las iniciativas y propuestas serán el resultado del trabajo conjunto de los técnicos del ETDR y las OR de los beneficiarios, quienes deberán presentar las propuestas a la MDR de acuerdo a los tipos de formatos predefinidos.

Las demandas de capacitaciones para grupos de trabajadores rurales, u otros beneficiarios, serán presentadas a las MDR para su aval en un formato muy sencillo y tendrán un proceso de aprobación (o rechazo) por parte de la DGDR, rápido y directo a cargo de la Dirección del Proyecto.

Las iniciativas que lleguen a la DGDR con el aval de las MDR serán evaluadas técnicamente por un comité integrado por los funcionarios responsables de las distintas Divisiones de la DGDR y los seis técnicos de la sede central contratados por el Proyecto.

Cada proyecto aprobado pasará a la firma de los convenios correspondientes entre la DGDR y la OR, y se ejecuta en forma de cogestión de acuerdo a lo establecido.

Durante la ejecución de cada proyecto, y luego de cumplido el primer desembolso por parte de la DGDR a la OR, la OR, con el apoyo de los técnicos del ETDR, presentará un breve resumen ante la MDR de los avances en la marcha del mismo. Se deberán presentar los avances en materia de indicadores físicos y económicos, metas y objetivos a alcanzar, problemas y dificultades encontradas. La presentación debe quedar documentada por la MDR para que accedan a la misma todos los integrantes de la MDR, y debe ser remitida a la DGDR con el aval de la MDR sobre el próximo desembolso. Esta presentación se hará por lo menos una vez al año, para cada proyecto en ejecución y finalizado. La presentación formará parte del sistema de seguimiento y evaluación del Proyecto. Además, la OR presentará su respectiva rendición financiera directamente a la DGDR.

Si en alguna instancia del proceso de ejecución de alguna iniciativa, el no cumplimiento de los aspectos contractuales implicara que la DGDR suspenda los desembolsos a una OR, ambas partes (la OR a través de sus representantes y la DGDR por medio de los técnicos del ETDR) presentarán la situación en la MDR para que esté informada.

5. *Gestión financiera.*

Las funciones financieras, contables y de adquisiciones, serán realizadas desde la División Financiero Contable de la DGDR.

5.1. *Transferencias de recursos a las OR.* Las OR recibirán transferencias de fondos para el financiamiento e implementación de sus proyectos aprobados. A este fin, cada OR deberá abrir o mantener una cuenta en un banco de conveniencia y a satisfacción de la DGDR, para la administración de los fondos del proyecto, bajo la personería jurídica y a nombre de la OR. Las OR deben cofinanciar los planes, de acuerdo a los reglamentos definidos por el MOP, aporte que deberá ser registrado por las OR y la DGDR con su valor, ya sea en especie o en efectivo.

5.2. *Auditoría.* Para realizar las auditorías externas del Proyecto, la DGDR puede optar por el Tribunal de Cuentas o por la contratación de otro auditor independiente, como resultado de un proceso competitivo de contratación. En ambos casos, la auditoría debe ser realizada de acuerdo a las Directrices del FIDA para la auditoría de proyectos.

La DGDR deberá además asegurar una auditoría operativa anual, con opinión específica, sobre la elegibilidad de los gastos, las adquisiciones, y la documentación relativa a las rendiciones de cuentas de las OR, lo cual implica la realización de visitas a una muestra de las OR. Dicha auditoría, de no poder ser realizada por el Tribunal de Cuentas, deberá ser realizada por otro auditor independiente, contratado por la DGDR.

Los Términos de Referencia del auditor y el proceso de contratación requerirán de la no-objeción previa del FIDA. La DGDR deberá asegurar que los informes de auditoría sean presentados al FIDA dentro de los seis meses siguientes al cierre de cada ejercicio financiero.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los Recursos de la Financiación.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo a la Financiación, la asignación de los montos de la Financiación a cada Categoría, y los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en DEG)	Porcentaje
I. Consultorías	880 000	80% de gastos totales
II. Subvenciones y subsidios	1 120 000	80% de gastos totales excluyendo aportes de los beneficiarios
III. Créditos y fondos de garantía	240 000	80% de gastos totales excluyendo aportes de los beneficiarios
IV. Costos operativos	110 000	80% de gastos totales
Sin asignación	260 000	
Total	2 610 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro *supra* se definen más abajo:

Consultorías. Incluye costos asociados con la realización del estudio de base/estudio RIMS, el programa de comunicación y difusión, las auditorías independientes de campo, la sistematización de innovaciones, la evaluación final del Proyecto, las contrataciones del personal de la Sede Central del Proyecto y del ETDR, y las contrataciones de asistencias técnicas.

Subvenciones y subsidios. Incluye las transferencias de la DGDR a las OR para la ejecución de proyectos sociales y productivos contemplando recursos para asistencia técnica y para inversiones en activos estratégicos, y las transferencias de la DGDR a instituciones especializadas en microfinanzas y en seguros agropecuarios para el desarrollo de servicios financieros y de seguros.

Créditos y Fondos de Garantía. Incluye los fondos de crédito para capitalizar los fondos rotatorios.

Costos operativos. Incluye los costos de viajes, movilidad e insumos requeridos para la gestión de las actividades cotidianas del Proyecto.

2. *Costos de puesta en marcha.* El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha, asociados con las categorías I. Consultorías y IV. Costos operativos, realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro de fondos no deberán exceder un monto total equivalente a USD 200 000.

3. Mecanismo de Financiación Retroactiva. Los gastos asociados con el sistema contable y de gestión, contratación de personal y del estudio de base, para actividades que comiencen a partir de la fecha del 3 de diciembre de 2013 serán considerados elegibles. Para su reconocimiento es necesario que el Prestatario pre-financie los gastos y los presente al FIDA para su reembolso, una vez que el presente Convenio haya entrado en vigor y que se hayan cumplido las condiciones previas de desembolso.

Jerarquía de Objetivos	Indicadores clave de desempeño y metas (al final del Proyecto)	Mecanismo de Seguimiento y Fuentes de Información	Supuestos y Riesgos
FIN: El MGAP cuenta con evidencia de herramientas validadas en favor de la reducción de la pobreza para la ejecución de políticas públicas dirigidas a la reducción de la pobreza rural.	1. 3 herramientas validadas son adoptadas por el MGAP en sus políticas públicas.	<ul style="list-style-type: none"> Actas de las reuniones de la Dirección de la DGDR para adoptar las innovaciones 	
OBJETIVO Los pobres rurales del ámbito de acción del proyecto cuentan con nuevos mecanismos de participación y de servicios validados que mejoran sus condiciones y calidad de vida.	<ol style="list-style-type: none"> Se cuenta con 9 innovaciones validadas. 2.000 familias (6.500 personas) se benefician de las iniciativas del Proyecto, de los cuales 25% son mujeres, 10% jóvenes y al menos 15% son trabajadores rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> Documento técnico metodológico de las innovaciones sistematizadas. Sistema de Seguimiento y Evaluación participativo, involucrando a las OR y MDR. 	Continuidad en las políticas públicas para el desarrollo rural y en las intervenciones de la DGDR a través de las MDR.
COMPONENTE 1: FORTALECIMIENTO DEL CAPITAL HUMANO Y SOCIAL			
Resultado 1 Las Mesas de Desarrollo Rural (MDR), con la participación directa de las OR elaboran planes estratégicos territoriales, brindan el aval social y dan seguimiento a las propuestas de las OR.	<ol style="list-style-type: none"> 8 MDR utilizan metodologías de planificación para lograr una estrategia de intervención eficaz y participativa (Innovación 1). 8 MDR están fortalecidas, consolidadas y gestionan demandas de las OR, supervisando los avances e informando los resultados (Innovación 2). En las 8 MDR se incrementa la participación de las mujeres en 15% y de los jóvenes en 15% en representación de sus OR. 	<ul style="list-style-type: none"> Sistema de Seguimiento y Evaluación del Proyecto (Base de datos) Actas de sesiones de las MDR Informes periódicos de los Equipos Técnicos de Desarrollo Rural (ETDR) de la DGDR 	Las OR e instituciones públicas mantienen un compromiso en la diversificación y fortalecimiento de las organizaciones y las capacidades de los grupos vulnerables.
Producto 1.1 Los representantes de las OR que participan en las MDR están capacitados para planificar, revisar, avalar y dar seguimiento a sus propuestas.	<ol style="list-style-type: none"> 200 personas (25% mujeres, 10% jóvenes), capacitadas para elaborar y utilizar los planes estratégicos. 200 personas (25% mujeres, 10% jóvenes) están capacitadas en gestión, administración y manejo de información. 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de los resultados de las capacitaciones, incluyendo materiales utilizados 	Las OR son capaces de responder a las iniciativas del proyecto.
Resultado 2 Los trabajadores rurales, a través de sus representantes, participan en las MDR para acceder a los servicios del gobierno.	1. 360 trabajadores rurales acceden a servicios públicos a través de las MDR (Innovación 3).	<ul style="list-style-type: none"> Informes de las MDR sobre la participación de los trabajadores rurales. 	Existe un nivel de coordinación inter – institucional entre organismos del sector público, para proveer bienes y servicios públicos.
Producto 2.1 Los trabajadores rurales conocen sus derechos labores, sociales y mejoran sus competencias organizativas y laborales.	<ol style="list-style-type: none"> 300 trabajadores rurales capacitados en temas de derecho laboral, social y competencias organizativas y laborales (15% mujeres y 10 % jóvenes). 400 trabajadores rurales participan en intercambios interinstitucionales (15% mujeres y 10 % jóvenes). 	<ul style="list-style-type: none"> Actas de las MDR registrando devoluciones de los delegados en instancias de discusión sobre políticas públicas. Registros de las DGDR Reporte de los sindicatos de trabajadores (UNATRA, entre otros) 	Continuidad de las políticas de desarrollo social por parte del Gobierno del Uruguay, a través de los MIDES, MVOTMA, MTSS, MSP, MEC, MEVIR, OSE, UTE, OPP, INEFOP, INC, entre otros.
Producto 2.2 Las OR presentan y ejecutan propuestas para el acceso a los servicios y bienes públicos.	<ol style="list-style-type: none"> 500 familias rurales acceden a proyectos sociales (agua, saneamiento, luz, comunicaciones telefónicas, salud, educación, etc.) Las MDR colaboran en el acceso a la tierra de grupos de trabajadores rurales en al menos 2 predios del Instituto Nacional de Colonización que involucra a 40 familias. 	<ul style="list-style-type: none"> Registro de proyectos sociales de la DGDR Informes de los ETDR Informes y actas de los encuentros donde participan las OR. 	

COMPONENTE 2: DESARROLLO PRODUCTIVO E INSERCIÓN DE LOS PF EN CADENAS DE VALOR				
Resultado 3 Los productores familiares de las OR se insertan en cadenas de valor o comercializan en mercados competitivos.	<ol style="list-style-type: none"> 320 productores familiares rurales mejoran su competitividad y se insertan en cadenas de valor (innovación 4) 200 productores familiares participan en las compras públicas del gobierno (innovación 5) 	<ul style="list-style-type: none"> Informe de proyectos productivos avalados por la MDR. Contratos, acuerdos y documentos de abastecimiento y/o servicios comerciales entre OR y empresas. 	Las condiciones de mercado mantienen una demanda expandida en las cadenas de valor. Se aprueba la Ley de Compras públicas. Gobierno invierte en infraestructura de apoyo y soporte a la producción rural, avanza en la integración comercial a nivel MERCOSUR, amplía y mejora las condiciones de acceso a otros mercados vinculados a las cadenas de valor	
Producto 3.1 Las OR y sus miembros están capacitados en temas de negociación, acceso a mercados, incluidas las compras públicas.	<ol style="list-style-type: none"> 500 personas capacitadas en temas de inclusión en cadenas de valor (manejo de negocios, negociación, contratos, etc.) 250 personas capacitadas en compras públicas. 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de la DGDR sobre las capacitaciones y los resultados, incluyendo materiales utilizados. 		
Producto 3.2 Los miembros de las OR realizan propuestas de emprendimientos productivos y ofrecen sus servicios de manera competitiva.	<ol style="list-style-type: none"> 47 proyectos productivos de las OR aprobadas. 500 familias rurales capacitadas en la elaboración y ejecución de proyectos productivos. 	<ul style="list-style-type: none"> Actas de sesiones de las MDR Informes de los resultados de las capacitaciones en elaboración y ejecución de proyectos. 		
Resultado 4. Los miembros de las OR conocen y acceden a los diferentes servicios financieros del proyecto.	<ol style="list-style-type: none"> El portafolio en riesgo (mayor a 30 días) del Microcrédito del proyecto no supera el 5%. El valor real de los fondos rotatorios se mantiene en 100%. 600 familias de productores conocen las condiciones de diferentes instituciones financieras (tasa de interés, plazo de devolución., etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de la IMF y CND sobre las carteras. Registro de proyectos productivos de la DGDR Informes de los ETDR de la DGDR 	Existen diferentes instrumentos de financiamiento rural vigentes para atender las necesidades del sector. Las instituciones financieras están dispuestas a articular con la DGDR para a brindar crédito a las OR y sus miembros. OPYPYA y una aseguradora encuentran un acuerdo respecto al seguro agropecuario.	
Producto 4.1 El Programa de Microcrédito Rural opera en la zona del proyecto por intermedio de instituciones de microfinanzas (IMF) que intermedian recursos.	<ol style="list-style-type: none"> Por lo menos una IMF toma prestado recursos para el Programa de Microcrédito Rural (Innovación 6) 590 familias son clientes activos del Programa de Microcrédito Rural del proyecto 	<ul style="list-style-type: none"> Informes y reportes de la IMF. 		
Producto 4.2 Se ofrecen nuevos productos financieros.	<ol style="list-style-type: none"> Al menos 2 nuevos productos financieros rurales operacionales (por ejemplo: seguro de vida, crédito a mediano plazo, promoción de crédito a jóvenes y mujeres). (Innovación 7) 	<ul style="list-style-type: none"> Registro de los productos financieros promovidos Informes de la IMF. 		
Producto 4.3 Las OR tienen capacidad de operar fondos rotatorios.	<ol style="list-style-type: none"> 20 OR manejan fondos rotatorios de manera sustentable (Innovación 8). 400 familias acceden a los fondos rotatorios. 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de CND sobre la cartera. 		
Producto 4.4 Piloto de seguro agropecuario funcionando	<ol style="list-style-type: none"> Piloto de seguro agropecuario llega a productores con campo natural. (innovación 9) 	<ul style="list-style-type: none"> Informes del seguro de sequía de la OPYPYA 		
COMPONENTE 3: GESTIÓN DEL PROYECTO				
Resultado 5 La DGDR cuenta con la capacidad y mecanismos para captar y analizar los resultados del proyecto, permitiendo escalamiento.	<ol style="list-style-type: none"> 9 experiencias innovadoras sistematizadas y difundidas. 	<ul style="list-style-type: none"> Informes oficiales de la DGDR. Documentos publicados en versión impresa y electrónica sobre experiencias sistematizadas 		La unidad ejecutora tiene respaldo del MGAP, el gobierno, el sector privado y los productores. Poca rotación del personal del proyecto.
Producto 5.1 La DGDR cuenta con capacidades fortalecidas para el diseño, ejecución, seguimiento y evaluación de políticas y proyectos.	<ol style="list-style-type: none"> Operacionalidad del proyecto en la DGDR. 38% del personal técnico contratado para la ejecución del proyecto serán mujeres (3 de 8). 	<ul style="list-style-type: none"> Informes oficiales de la DGDR del MGAP. 		

Producto 5.2 La DGDR gestiona conocimientos para el aprendizaje	1. 3 encuentros regionales de difusión y comunicación de los resultados del proyecto.	<ul style="list-style-type: none">• Informes oficiales de la DGDR del MGAP.	
---	--	---	--